

Rapport d'activités

2005

1. SAW-B fédération d'économie sociale

1.1. Développement d'alliances stratégiques

- 1.1.1. Alliances Nord-Sud : de Dakar 2005 à Bruxelles 2007 (Ripess)
- 1.1.2. Alliances avec les syndicats
- 1.1.3. Alliance avec le secteur du commerce équitable

1.2. Innovations et partenariats

- 1.2.1. ConcertES
- 1.2.2. Soutien aux fédérations membres
- 1.2.3. Lancement d'Atout EI
- 1.2.4. Décret «Coopératives d'activités»
- 1.2.5. Création du Club ES
- 1.2.6. Clusters écoconstruction
- 1.2.7. Soutien à la rédaction de l'ordonnance ETA bruxelloise
- 1.2.8. Projet Guilde
- 1.2.9. Lancement d'Association 21
- 1.2.10. FAME
- 1.2.11. Projet Créasoc

1.3. Positionnement politique

- 1.3.1. Le Conseil fédéral de l'économie sociale
- 1.3.2. Décret-cadre ES wallonne
- 1.3.3. « Ça passe par ma commune »
- 1.3.4. ES bruxelloise

2. SAW-B et ses services aux membres

2.1. L'Agence-conseil de SAW-B

- 2.1.1. Guichet premier accueil
- 2.1.2. Aide au développement d'entreprise d'économie sociale
- 2.1.3. Appui en gestion administrative et financière
- 2.1.4. Service COM
- 2.1.5. Les plateformes marchés publics

2.2. Partenariats de l'Agence-conseil

- 2.2.1. Enquête Entrepreneuriat
- 2.2.2. Enquête Entreprises d'insertion titres-services

3. SAW-B informer et former

3.1. Les outils de communication, d'information

- 3.1.1. Traverses
- 3.1.2. ES-infos
- 3.1.3. ES doc
- 3.1.4. Site Internet
- 3.1.5. Les nouveaux projets rédactionnels

3.2. Les événements et les formations

- 3.2.1. Les Petits déjeuners de l'économie sociale
- 3.2.2. Les Semaines de l'économie sociale
- 3.2.3. Autres événements de sensibilisation et de formation à l'ES : salons, festivals, ...
- 3.2.4. Les colloques et les séminaires : ES-change, DD...

3.3. Les projets de formation et d'éducation permanente

- 3.3.1. Point ExpertisES
- 3.3.2. Les mini-entreprises
- 3.3.3. « Mon assiette ma planète »

1.

Fédération d'économie sociale

1.1. Développement d'alliances stratégiques

1.1.1. Alliances Nord-Sud : de Dakar 2005 à Bruxelles 2007

L'économie sociale et solidaire a prouvé sa capacité de construire une alternative à l'économie néo-libérale dominante. Les expériences multiples et diverses développées sur tous les continents démontrent qu'il est possible d'entreprendre autrement. Pour promouvoir l'économie sociale et solidaire, les acteurs de plusieurs continents se sont dotés d'un outil commun : le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire – RIPESS. Les principales missions de ce réseau consistent à organiser des rencontres internationales et à développer un réseautage entre acteurs de l'ESS au nord et au sud (réseau intra et intercontinentaux).

Fin novembre 2005, le RIPESS organisait à Dakar la troisième rencontre intercontinentale de l'ESS : « Globalisation de la solidarité : renforcer le pouvoir d'agir des peuples ». SAW-B y a conduit une délégation francophone composée de représentant de SAW-B, du Centre d'économie sociale de l'ULg, de Ressources et d'Atout'EI.

Les deux coupoles de l'économie sociale et solidaire belges, soutenues par la secrétaire d'État à l'Économie sociale, ont profité de la conférence de Dakar pour poser la candidature belge. Cette candidature a été acceptée et soutenue par les représentants européens présents à Dakar. La confiance faite aux deux coupoles belges par le RIPESS s'est d'ailleurs concrétisée par leur désignation à la coprésidence du RIPESS.

L'ESS belge et ses deux coupoles, VOSEC et SAW-B, occupent une position stratégique qui leur permet de tenter de relever, avec les réseaux européens et le RIPESS, le défi d'organiser la prochaine rencontre internationale de l'ESS au printemps 2007.

1.1.2. Alliances avec les syndicats

En 2005, divers contacts ont été menés avec des représentants interprofessionnels ou professionnels de la CSC et de la FGTB.

Au sein du CWESMA, les collaborations avec la FGTB et la CSC permettent d'envisager une véritable relance du CWESMA pour 2006.

Avec la FGTB de Charleroi, une soirée d'information sur l'économie sociale auprès des militants et des délégués devrait avoir lieu en 2006.

Sur le plan sectoriel, plusieurs rencontres de concertation ont eu lieu avec la CCAS (CSC) sur le dossier Titres-services et le cahier de revendications de la CP 322.01. Ces collaborations ont abouti à la proposition de créer un groupe de travail ES wallonne au sein de la CSC en 2006. Le même type de démarche va être proposée à la FGTB. Par ailleurs, une conférence organisée en collaboration avec le Centre d'économie sociale de l'ULg, prévue pour mars 2006 autour du thème « Syndicats et ES : réalités au Québec et en Wallonie », a été préparée et réfléchiée avec des représentants syndicaux de la FGTB et de la CSC.

Si les contacts et collaborations sont peu à peu payants, la mise en place de tels partenariats est parfois lente. Cependant ils seront amplifiés et poursuivis en 2006.

1.1.3. Alliance avec le secteur du commerce équitable

- En 2005 SAW-B a participé activement à la Semaine du commerce équitable.

Dans le cadre de cette Semaine gérée par la CTB, nous avons obtenu un budget de 5000€ pour organiser un jeu-concours destiné au grand public et dont les prix étaient des bons d'achat dans des boutiques de commerce équitable. Cette action a été organisée simultanément à Liège, Namur et Bruxelles. Elle a permis de réaliser de premiers contacts avec des commerçants potentiellement intéressés par les futurs développements des Guildes.

- Par ailleurs, au travers de rencontres avec les porteurs de ces nouveaux projets de commerce équitable, SAW-B a décidé de prendre une participation dans deux entreprises prometteuses : Emile et Citizen Dream.

Emile est une jeune entreprise (SCRL) qui vise à mettre en place un réseau de vente à domicile pour des produits d'artisanat issus du commerce équitable. Emile entend faire découvrir des produits issus du commerce équitable et éthique – objets artisanaux de décoration en pierre, bois, céramique, verre, art de la table, tissus, etc. – développés par des artisans du Sud à un public non averti lors d'une réunion conviviale chez un particulier. C'est fin juin qu'Emile a vu le jour en Wallonie et à Bruxelles. L'entreprise a le statut de coopérative et est soutenue par la Région wallonne via sa compétence « Promotion de l'emploi pour la femme ». Elle a recruté ses cinq responsables régionales. Celles-ci, au terme d'un programme de formation, ont entamé leurs premières réunions à domicile, début septembre. Elles doivent maintenant recruter chacune des ambassadrices qui, à terme, feront elles-mêmes le travail de terrain, en tant que commissionnaires occasionnelles.

SAW-B accompagne ses fondateurs dans leur réflexion stratégique globale à propos de leur positionnement au sein du secteur du commerce équitable. Cette société, née au second semestre 2005, est en phase test jusque juin 2006 : mise au point de la structure et de la procédure de vente, recherche de fournisseurs du commerce équitable, études de marchés, projections pour tester la viabilité économique...

Au départ d'une petite sprl, les promoteurs de Citizen Dream ont construit les bases d'un « groupe » qui inclut aujourd'hui une SA, deux SPRL et une SCRL. Importateur et distributeur dans un réseau de huit boutiques en Belgique francophone, ce nouveau réseau tend vers une professionnalisation du secteur tout en restant centré sur les principes du commerce équitable. A l'occasion de rencontres sur place avec des producteurs de la région de Calcuta, SAW-B a lancé des ponts avec le réseau des ETA wallonnes afin d'organiser, en 06, un échange de pratiques centré sur l'aménagement des postes de travail pour faciliter l'activité des travailleurs handicapés.

En investissant dans ces entreprises et en y réalisant des études spécifiques, SAW-B se positionne comme acteur à part entière de l'innovation économique. Ce positionnement est un laboratoire d'expérience méthodologique pour l'Agence-conseil. Cette implication concrète permet par ailleurs de participer activement aux assemblées générales de ces entreprises.

En 2006, un groupe de travail commun à SAW-B, Emile et Citizen Dream, Oxfam MDM, Maya et Max Havelaar sera mis sur pied.

- En outre, SAW-B Agence-conseil est intervenue dans l'accompagnement à la création d'une SCRL FS par l'asbl Miel Maya Fair Trade.
- Enfin, nous sommes entrés en contact avec de plus petits opérateurs tels que Ethic Weau à Bruxelles ou encore Igitego inyange dans la région namuroise. Les développements de ces contacts se déclineront en 06.

1.2. Innovations et partenariats

1.2.1. ConcertES

Dès le début de l'année 2005, SAW-B a multiplié les rencontres et contacts informels afin de poser les bases d'une concertation de l'économie sociale francophone. Après les tentatives de SAW-B de création d'une coupole francophone, les objectifs poursuivis à l'origine ont finalement partiellement aboutis avec la création de la ConcertES.

Créée pour offrir un lieu de parole aux acteurs de l'économie sociale, elle permet de faciliter le dialogue avec les pouvoirs publics qui réclamaient un interlocuteur unique. Elle offre également aux acteurs de l'ES un espace de réflexion pour crédibiliser et développer le secteur.

ConcertES orchestre son organisation autour de trois cercles aux fonctions bien définies :

- Le premier cercle oriente les actions : concertation, mandats relatifs à des problématiques précises. Il regroupe des acteurs et fédérations du secteur tels que ACFI - AID - ALEAP - CREDAL SC (Crédit Alternatif) - CAIPS - Equilibre - EWETA - FeBISP - Fédération des services de proximité à finalité sociale - RES - RESSOURCES, qui forment l'assemblée plénière.
- Un second cercle, composé de groupes de travail assistés d'experts, évoluera selon les thématiques liées à l'actualité tels « Organismes financiers spécifiques et besoins du secteur », « Services de proximité et titres-services » ou « L'entrepreneuriat collectif ».
- Initiateur du projet, le trio Febecoop, SAW-B, Syneco (coupoles transversales d'ES), constituent le troisième cercle assurant, avec le coordinateur, le pilotage rapproché de la plateforme. C'est Michel de Wasseige qui occupe le poste de coordinateur de ConcertES après avoir rempli de nombreuses fonctions et missions sur le terrain de l'ES et chez SAW-B.

Tout au long de l'année 2005, SAW-B a participé au groupe de pilotage de ConcertES, aux réunions et aux groupes de travail (SINE, Services de proximité...).

Peu à peu, une série de dossiers sont mis en débat et avancent : discussion autour du décret-cadre, concertation sur les Arrêtés agences-conseil, redynamisation du CWESMA, consultation sur les services de proximité...

1.2.2. Soutien aux fédérations membres

A travers l'organisation de réunions trimestrielles d'information et la mise sur pied de groupe de travail – Concertation, CPAS et ES,... – SAW-B a tenté de soutenir les échanges et la mutualisation des pratiques entre ses fédérations membres. Le fonctionnement optimal de ses réunions a été rediscuté début 2006 et permettra d'enregistrer une dynamique plus porteuse pour les fédérations.

Par ailleurs, via la participation aux assemblées générales ou au conseil d'administration de certaines fédérations, SAW-B a tenté d'amener son expérience pour faire avancer les projets de ses fédérations membres. A titre d'exemple, via sa participation au CA du Réseau financement alternatif, SAW-B a impulsé la mise en place d'un groupe de travail dont le but est de mettre en place un système de mutualisation de trésorerie et de rechercher de nouvelles façons de décliner la solidarité financière entre les différents membres du réseau.

1.2.3. Atout'EI

Les entreprises d'insertion en Région wallonne ont atteint une certaine maturité, tant en nombre (plus de 70) qu'en création d'emplois (sous l'effet du dispositif titres-services). Dans le cadre plus général de l'économie sociale, ces entreprises constituent un champ économique à part entière et ont pour but social l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi difficiles à placer en recourant à une activité productrice de biens ou de services.

Ces entreprises d'insertion manquent clairement de moyens et de relais pour être entendues et être reconnues. C'est au départ de ce constat que s'est constitué un Groupement des entreprises d'insertion wallonnes avec le soutien de plusieurs fédérations représentant ces entreprises : CAIPS, Febecoop, le RES et SAW-B.

L'association de fait – Atout EI – entend devenir le porte-parole des EI, mutualiser les besoins et les réponses pour permettre une viabilité à plus long terme de ces entreprises d'insertion ; et promouvoir davantage le secteur. Atout EI, Groupement des entreprises d'insertion régionales, comprend une *cellule de travail* composée à partir de ressources existantes au sein de CAIPS, FEBECOOP et RES. Les missions de cette cellule consistent, principalement, à fournir un service d'expertise recouvrant les champs administratif, financier, économique, juridique, ressources humaines. Elle est par ailleurs soutenue et impulsée par un *groupe de coordination* composé de personnes de terrain provenant d'entreprises d'insertion. Ce groupe qui se réunit en moyenne tous les deux mois, suivant un calendrier précis, constitue l'organe décisionnel d'Atout EI.

En 2005, SAW-B a, en bonne intelligence avec le RES, tenté d'apporter des réponses pratiques aux problématiques rencontrées par les entrepreneurs au sein de ce groupement.

1.2.4. Le Décret « Coopératives d'activités »

En 2005, SAW-B a tenté bien humblement, en laissant l'initiative aux coopératives et aux couveuses, de jouer un rôle de facilitateur entre ces deux type de structures.

L'enjeu consistait à mener des discussions concertées afin de négocier les premiers textes du décret wallon avec des positions communes.

L'avant-projet de décret est encore en débat début 2006. Néanmoins, les coopératives et les couveuses ont pu, grâce à des réunions de travail constructives, avancer ensemble et mettre en évidence tant leurs points communs que leurs particularités.

1.2.5. Création du Club ES

SAW-B et deux de ses membres, Damnet et le RES, ont en 2005, mis en place un club d'entrepreneurs d'économie sociale. Celui-ci réunit, quatre fois par an, une trentaine d'entrepreneurs et dirigeants d'entreprises d'économie sociale avec pour objectif de :

- diffuser des informations pratico-pratiques permettant d'améliorer le fonctionnement quotidien (management, GRH, finance, commercial,...) de leur entreprise;
- échanger des bonnes pratiques et partager des informations sur la manière de gérer une entreprise d'ES renforcer les liens commerciaux intra et extra économie sociale par une meilleure connaissance des activités de chacun;
- accéder à une information donnée par un expert extérieur à partir de laquelle il est possible de discuter et de se questionner sur ses propres pratiques.

La participation des membres du club est essentielle puisqu'ils définissent eux-même les thèmes sur lesquels ils souhaitent discuter et prennent à leur charge les frais que ces réunions engagent. En 2005, le club s'est réuni une première fois à Namur le 12 octobre 2005.

SAW-B a pris en charge l'organisation pratique de ces réunions (courrier, inscription, horeca, salle, etc).

1.2.6. Les Clusters wallons

Décidé à investir toutes les initiatives favorables à la création d'activités et à la stimulation d'entreprise d'économie sociale, SAW-B s'est intéressé à la dynamique des clusters wallons.

Elle a rejoint le cluster écoconstruction par l'intermédiaire du programme Management ES-change. De nombreuses initiatives en partenariat ont été lancées en 2005 :

- un projet européen sur un partage d'expérience en écoconstruction
- un projet « L'économie sociale a de l'énergie » qui vise à promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le secteur de l'économie sociale. Il vise à sensibiliser les entreprises d'économie sociale à la gestion énergétique durable et à mettre sur pied plusieurs projets pilotes. Ces sites seront mis en valeur pour démontrer que « *c'est possible de mettre en place des actions concrètes et efficaces* » dans le secteur de l'économie sociale. Ce projet comprend donc : des actions de sensibilisation et de formation (de l'encadrement, des employés et des stagiaires), des audits énergétiques en entreprise, l'élaboration de programme d'actions, la sélection de plusieurs entreprises pilotes, l'installation des équipements dans ces entreprises, le monitoring des installations, la diffusion de ces bonnes pratiques en vue de démultiplier la démarche (visites de site).

Suite à ces collaborations, SAW-B est devenu membre fondateur de la jeune asbl Cluster Eco-construction. Par ailleurs, SAW-B a également été invité au cluster « Déchets solides ».

1.2.7. Soutien à la rédaction de l'ordonnance ETA bruxelloise

Fin 2005, des contacts avec le cabinet Huytebroeck ont abouti à la désignation de SAW-B pour accompagner la rédaction de l'ordonnance ETA bruxelloise. Sur base de la monographie de l'APEF, l'objectif de la mission est d'élaborer un outil d'aide à la décision pour la ministre bruxelloise ayant en charge la Politique des personnes handicapées. La mission comprend plusieurs phases. Tout d'abord, fin 2005, une consultation des parties prenantes (administration, syndicats, employeurs, association de parents, etc...) a été menée.

Les consultations aboutiront en 2006 à la formulation de propositions pour la rédaction du nouvel Arrêté. Il importera aussi de proposer des pistes d'action et de développement visant à recentrer les ETA sur l'accueil des personnes les plus faibles tout en leur offrant la possibilité de développer des structures plus performantes au regard des exigences du marché.

1.2.8. Le projet Gilde

L'objectif poursuivi par ce projet innovant est de développer un outil de promotion commercial innovant pour les acteurs économiques du développement durable et de l'économie sociale et solidaire. Grâce à une bourse obtenue chez CERA, nous avons pris le temps de bien mûrir le projet. Le projet a en effet été l'objet de diverses rencontres avec des membres et des administrateurs afin d'en affiner les présupposés méthodologiques. Une première phase opérationnelle a suivi : prises de contacts avec des associations, des commerçants, des entreprises, des autorités communales à Ottignies, Bruxelles, Chimay, Namur et Bruxelles. Ces premières prospections ont permis de préciser encore la méthodologie et d'impliquer les futurs porteurs de ces dynamiques locales. L'offre est aujourd'hui prête à être diffusée et 2006 sera l'année de la mise en route.

A l'heure actuelle, une trentaine de partenaires sont mobilisés à Liège et un premier contact a été établi avec une cinquantaine d'autres autour des pôles urbains énumérés ci-dessus.

1.2.9. FAME

FAME est un programme européen piloté par l'AWIPH. Il vise à faciliter l'intégration professionnelle des personnes handicapées en menant des campagnes de sensibilisation.

En 2005, SAW-B a mis en place un partenariat avec l'EWETA, Horizon 2000 et Handi Plus pour créer un outil internet visant à mettre en contact des chercheurs d'emploi en situation de handicap et des travailleurs. Ce projet sera à situer dans une perspective d'échanges transnationaux.

1.2.10. Lancement d'Association 21

En 2005, SAW-B a participé à plusieurs rencontres dont l'objectif consistait à créer une plateforme francophone du Développement durable. SAW-B est donc un des membres fondateurs de « Association 21 », asbl francophone belge destinée à promouvoir le développement durable et solidaire : veille, sensibilisation, actions transversales, relais d'information...

1.2.11. Créasoc

En 2005, SAW-B a activement contribué au projet Equal Créasoc qui vise à promouvoir et à renforcer le développement de l'économie sociale à Bruxelles. Ce projet est financé par le Fonds social européen, la ministre membre du Collège de la Commission communautaire française en charge de la Formation professionnelle, la ministre-présidente et ministre de l'Enseignement de la Communauté française et le ministre de l'Economie et de l'Emploi de la Région de Bruxelles-Capitale.

Au cours de la première phase du projet (Action 1), SAW-B a participé à Créasoc en menant diverses activités :

- L'élaboration du cadre de référence du projet : SAW-B a rédigé un rapport qui avait pour objectif de poser les premiers jalons du projet. Le rapport comprenait, d'une part, un bref inventaire des acteurs de l'économie sociale d'insertion bruxelloise susceptibles d'être concernés et, d'autre part, les principales hypothèses sur lesquelles reposait le projet (les publics cibles, les secteurs de développement potentiel de l'économie sociale (ES) d'insertion à Bruxelles, les profils de fonction des managers, agents de développement et autres cadres, les besoins en formation et en conseil, etc.) ;
- La recherche de partenaires européens et la contribution à l'élaboration d'un projet de coopération transnationale ;
- En tant qu'associée à la coordination du projet, l'élaboration de la Convention de partenariat de développement : en 2005 SAW-B a assisté l'EPFC au niveau de la coordination de Créasoc.

Dans le cadre de l'Action 2, SAW-B a pris en charge plusieurs activités :

- La réalisation d'outils de communication pour le projet ;
- La réalisation d'une enquête sur les besoins en conseil et en accompagnement auprès de 25 porteurs de projets d'économie sociale d'insertion à Bruxelles (des projets d'initiatives locales de développement de l'emploi ou d'entreprises d'insertion pour la plupart). L'enquête a révélé une série de pistes en matière d'accompagnement ou de mutualisation des ressources, qui pourraient être mises en œuvre pour compléter l'offre actuelle en matière d'appui ;
- La coordination du contenu et la représentation du projet à l'extérieur ;
- L'organisation de la première rencontre du projet de coopération transnationale à Bruxelles, avec l'assistance de l'EPFC ;

- L'identification de porteurs de (nouveaux) projets d'économie sociale dans et hors structures existantes. A travers son réseau de contacts, SAW-B a pu identifier à Bruxelles une trentaine de porteurs de projets dans des structures existantes, ainsi que quelques porteurs de projets hors structures.
- La rencontre et l'orientation de porteurs de nouveaux projets. Dans le cadre d'une première rencontre avec six porteurs (potentiels) de nouveaux projets, SAW-B a pu entendre les premiers besoins de ces personnes, présenter les outils et la logique mis en place dans le cadre de Créasoc et les orienter vers des organisations pouvant les appuyer ou leur donner de l'information utile dans le cadre de leur future entreprise (partenaires impliqués dans Créasoc ou autres).

1.3. Positionnement politique

1.3.1. Le Conseil fédéral de l'ES

Mi 2005, la secrétaire d'État à l'Économie sociale a lancé une consultation sur la création d'un Conseil fédéral de l'économie sociale. Un débat et une première concertation autour de la création d'un Conseil fédéral de l'ES a eu lieu avec le SPP intégration-ES, Febecoop, VOSEC, SAW-B et, ce, au départ d'une note rédigée par VOSEC.

Ensuite, un premier texte de proposition a été soumis à la discussion lors de réunions des fédérations membres de SAW-B. Ces débats ont permis de dégager une série de remarques à transmettre au SPP avant la rédaction d'une proposition finale à soumettre au cabinet.

A l'issue de la concertation des fédérations de SAW-B, diverses remarques, entre autres sur la composition du conseil et sa représentation des acteurs de l'ES, ont été formulées. Il s'agissait de faire adopter une représentation sectorielle des acteurs de l'ES fidèle à la réalité du terrain et de prendre en compte les réalités régionales.

Toutes les remarques et propositions des fédérations ont été retenues dans le dernier texte proposé par le cabinet de la secrétaire d'État. Le conseil devrait être institué au deuxième semestre 2006.

1.3.2. Décret-cadre de l'Économie sociale wallonne

Au deuxième semestre 2005, Le ministre wallon de l'Économie et de l'Emploi a mis en œuvre une des mesures politiques annoncées dès le début de la législature. Il s'agissait de poser les bases d'un décret-cadre de l'Économie sociale en Wallonie.

Le cabinet Marcourt a d'abord commandé au Ciriec une enquête de consultation du secteur et d'acteurs économiques et sociaux wallons (employeurs, syndicats, Union des villes et communes...), afin de mieux cerner les points de vue des différents acteurs en matière de définition de l'économie sociale.

Dans un deuxième temps, le ministre Marcourt a rencontré une série de représentants de l'ES wallonne. SAW-B a alors participé à cette entrevue en compagnie des autres représentants des fédérations wallonnes – Febecoop et Syneco – et de Michel de Wasseige, le coordonnateur de ConcertES. Pour préparer cette rencontre, SAW-B a procédé à une consultation de ses membres au départ du questionnaire d'enquête du Ciriec. Cette consultation et les réponses engrangées ont servi de base à la position défendue par SAW-B auprès du ministre.

Cette position peut se résumer comme suit :

- *Pour une meilleure visibilité de l'ES*

Les membres de SAW-B rappellent leur attachement à la définition du CWES. Ils pensent qu'il convient d'abord de faire mieux connaître et mieux comprendre la définition du CWES et d'expliquer, d'illustrer, les quatre critères de cette définition (la finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit, l'autonomie de gestion, le processus de décision démocratique et la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus) plutôt que de proposer une nouvelle synthèse.

La politique de communication et d'information sur l'ES fait encore défaut, il faut la renforcer en soulignant l'existence d'entreprises et d'organisations qui combinent des modes de création et de gestion privés mais collectifs avec des finalités non centrées sur le profit. À ce titre, une dynamique récente mérite d'être soulignée, c'est l'émergence d'une dynamique entrepreneuriale forte, caractérisée par une prise de risques et une capacité d'innovation importantes. Pour ces entreprises sociales, si la recherche de profits n'est pas exclue, par contre, l'affectation de ceux-ci et leur modes de gestion reste non capitalistiques.

- *Mesurer le respect des critères*

Le développement d'indicateurs et l'élaboration d'une méthode d'évaluation du respect des critères du CWES pourraient devenir une priorité et renforceraient, sans conteste, les acteurs de l'économie sociale tout en leur permettant de mesurer leur progression. En effet, rencontrer ces critères s'inscrit dans un processus et une démarche volontaire et volontariste des entreprises et des organisations d'économie sociale. Évaluer ce processus devient alors une nécessité.

- *De nouvelles pistes pour affiner la définition ?*

Le questionnaire d'enquête du Ciriec permettait de dégager une série de propositions pour compléter la définition de l'économie sociale.

Ces pistes ont amené les membres de SAW-B à se positionner de manière plus précise, à répéter ce qu'ils veulent ou ne veulent pas voir apparaître dans un décret-cadre :

- *Définir l'ES par sa différenciation avec l'action sociale :*
Si l'action sociale renvoie à un ensemble de politiques publiques, l'économie sociale renvoie, de son côté, à un mode d'organisation socio-économique. Ne se situe-t-on pas à des niveaux différents ?
- *Définir l'ES par la précision du type de modèle économique :*
L'économie sociale représente certainement un modèle économique alternatif et complémentaire à l'économie privée de type capitaliste. Ceci, qui constitue une composante forte de l'identité des projets d'économie sociale, mérite sans doute d'être rappelé.
- *Définir l'ES par l'inventaire des secteurs « spécifiques » de l'économie sociale :*
L'économie sociale est d'abord une manière d'entreprendre autrement, indépendamment de la nature des activités. Elle peut être présente dans tous les secteurs, si ce n'est, peut-être, dans les secteurs à « haute intensité de capital ». Ce qui compte, c'est qu'elle réponde à de nouveaux besoins sociaux.
- *Définir l'ES sans la réduire à l'insertion :*
Cette approche semble très restrictive et ne tient pas compte de la diversité des activités de l'économie sociale. Si, une des fonctions de l'économie sociale est d'offrir des solutions aux dégâts provoqués par les situations de non-emploi, elle recèle aussi une forte capacité d'invention. Laboratoire d'innovation économique et sociale qui a, l'histoire le démontre, fait ses preuves, l'économie sociale ne pourrait être réduite à la mission, utile et indispensable, de l'insertion.

La rencontre avec le ministre a été suivie d'une après-midi de rencontre plus large avec tous les acteurs de l'ES. Environ 100 personnes ont répondu à l'invitation du ministre qui a posé les jalons d'un décret-cadre et réaffirmé son soutien à l'ES. 2006 devrait amener à la concrétisation de ce décret-cadre.

1.3.3. L'action « Ça passe par ma commune »

Les élections communales est une échéance que SAW-B ne souhaite pas négliger. Acteur politique de proximité par excellence, la commune peut jouer un rôle moteur essentiel pour favoriser un développement économique durable et solidaire.

Les entreprises et associations membres de SAW-B sont toutes très actives sur le plan local et ancrent leurs actions sur ce terrain. SAW-B a choisi d'offrir à ses membres des outils concrets d'interpellations des candidats aux élections communales sur leurs actions futures pour promouvoir et développer l'économie sociale.

Début septembre 2005, SAW-B a rejoint l'action d'Oxfam-magasins du monde, de Crédal et d'autres associations « Ça passe par moi ». Dans la ligne directe de la campagne, l'objectif était de participer activement à l'action « Ça passe par ma commune » organisée en vue des élections communales. L'économie sociale est, depuis, devenue un des axes d'interpellations de l'action à côté de thématiques comme la démocratie participative,

la consommation éthique et équitable ou encore l'environnement. Une journée de lancement de l'action « Ça passe par ma commune » a eu lieu en décembre 2005.

Les propositions ayant trait à l'économie sociale qui ont été retenues et qui ont débouché sur des cahiers de revendications et d'interpellations concrètes entendent :

- faciliter l'accès des structures d'économie sociale et du commerce équitable aux marchés publics locaux
- encourager le développement économique local
- encourager le développement des initiatives innovantes portées par les CPAS

Ces cahiers seront communiqués aux membres en 2006 et serviront de base pour la coorganisation de rencontres d'interpellation des candidats aux élections communales.

1.3.4. L'ES bruxelloise

En janvier 2005, SAW-B a présenté une note au cabinet du ministre Benoît Cerexhe, ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Economie et de l'Emploi. Cette note propose cinq pistes pour le développement de l'économie sociale à Bruxelles. Le document dresse, pour chaque piste, un état des lieux sommaire et les principaux enjeux qui se posent. Il a été réalisé en concertation avec des acteurs des secteurs concernés. Les pistes proposées étaient :

- le développement des ressourceries
- le développement de coopératives d'activités
- un soutien structurel à des centres d'entreprises sociales
- le soutien à une société de la connaissance solidaire
- l'introduction de clauses sociales dans les marchés publics

1.3.5. Mise en place des « Agences de stimulation économique »

Dans les différentes provinces, SAW-B a veillé à répondre de façon précise à l'enquête visant à faire un état des lieux des services d'aide au développement économique. Il est en effet essentiel que l'économie sociale occupe une place significative sur ce champ d'action situé dans la perspective du plan Marshall pour la Wallonie.

2.

Services aux membres

2.1. L'Agence-conseil de SAW-B

2005 a été l'année de la remise en route progressive de l'Agence-conseil de SAW-B. Petit à petit, elle se définit une place sur l'échiquier wallon : se positionner comme structure de première ligne pour détecter de nouveaux projets innovants tant dans leur forme que dans leurs objectifs et leurs champs d'action. Le redéploiement de ce pôle est aussi passé par un renfort en terme de force de travail : Jean-Luc Bodson à temps plein et Eric Dewaele à mi-temps jusqu'avril puis, à 4/5^è ainsi qu'une implication croissante de Carlo Hublet sur le volet analyse financière.

2.1.1. Guichet premier accueil

Au fil de l'année, des porteurs de projets de plus en plus nombreux nous ont contactés et soumis leurs idées. Premières rencontres, réorientations, accompagnements, ... Une bonne vingtaine de contacts sérieux. Quelques exemples : épicerie bio, auberge restaurant, brasserie artisanale, réimplantation d'un vignoble en Wallonie, divers projets autour des titres-services ou des services de proximité...

Plusieurs demandes ont aussi été réorientées vers des recherches de partenariat avec des structures existantes ou d'autres personnes. Parfois aussi, les porteurs de projets sont arrivés à la conclusion que leur idée devait encore mûrir ou, encore, qu'une formation plus précise augmenterait considérablement leurs chances de réussite.

2.1.2. Aide au développement d'entreprises d'économie sociale

Divers projets ont été entamés en 2005. Parmi ces projets, on peut pointer les projets soutenus dans le cadre du programme européen Créasoc qui vise à stimuler le développement de l'économie sociale bruxelloise. SAW-B a choisi d'utiliser son approche « Agence-conseil » pour détecter et accompagner des projets innovants en les aidant à structurer leurs projets de ILDE et de EI. Cette logique s'est concrètement mise en place dans le courant du troisième trimestre même si elle est le fruit de contacts tissés au fil des mois précédents.

Quelques exemples :

- *Espace bien-être* : Au départ, « Espace bien-être » est un salon de coiffure et d'esthétique destiné à un public précarisé. Le projet est de créer une ILDE qui va proposer ces mêmes services mais de façon décentralisée dans des maisons de repos, des hôpitaux, des centres de revalidation et voire, même, à domicile.
- *Cofften* : montage de PC « sur mesure », installation hard et soft ware pour particuliers et petites structures associatives.
- *Horizons nouveaux* : spécialiser des filières de réemploi en Région bruxelloise (électroménager, informatique, bureautique, vélos...) pour exporter des appareils et des pièces vers le Burkina-Faso.

- Création d'une *EI* pour la récolte et la valorisation des encombrants à Bruxelles, l'installation et la maintenance informatique pour les écoles, le relookage de meubles, le courrier express à vélo...

En Wallonie, de nombreux projets ont été accompagnés :

Petits légumes bio, fleurs comestibles et plantes aromatiques

Ce projet est né, au départ, du réseau des Jardins solidaires orienté vers l'insertion socioprofessionnelle de publics précarisés. Le courant « nouvelle cuisine » est demandeur de petits légumes goûteux et esthétiques, de fleurs comestibles et de plantes aromatiques particulières. Ces cultures nécessitent beaucoup de soins et donc une main-d'œuvre importante. Les savoirs-faire acquis dans les Jardins solidaires pourraient y être valorisés. SAW-B a amorcé l'étude de faisabilité.

SCRL FS à vocation immobilière dans le secteur de l'hébergement des adultes handicapés

Interpellé par des parents en recherche de solutions durables pour l'habitation de leurs enfants handicapés devenus adultes, SAW-B propose de s'inspirer du modèle scrl fs à vocation immobilière développé, par exemple, par « les Tournières » à Liège, afin de construire un modèle de solidarité financière original et adapté à ce type de situation. Un projet est en cours à Namur et à Bruxelles.

Création d'une SCRL FS par l'asbl Miel Maya Fair Trade

Importateur de Miel depuis de longues années, l'ouverture du marché de la grande distribution est un bras de levier important en terme de volume d'activités. En 2005, l'asbl et quelques partenaires privés ont décidé la création d'une SCRL destinée à mettre en place une unité de conditionnement du miel en Wallonie – aujourd'hui, il n'en existe plus – couplée à la création d'un centre didactique de l'abeille à Remouchamps. SAW-B centre son intervention sur la recherche de financement pour assurer une bonne assise financière à la nouvelle structure. En outre, cette miellerie wallonne offrira aussi des opportunités nouvelles aux apiculteurs wallons. En cette matière, SAW-B joue un rôle de relais par un soutien à la prospection.

Energéthics

SAW-B a présenté le dossier Energéthics SCRL auprès du Fonds de l'économie sociale et durable (FESD). La coopérative holding financière participe à une augmentation du capital de Xylowatt, société active dans le secteur de la cogénération d'énergie par l'utilisation de déchets de bois. Le dossier a été présenté au FESD en septembre 2005. Une analyse du montage financier a été réalisée et présentée au CA du Fonds qui a octroyé un prêt de 400.000 euros à la coopérative. Une démarche similaire a été faite auprès de Crédal qui a libéré un prêt de 80.000 euros à Energéthics.

Repass Drivin

SAW-B avait repéré le projet de création de 10 Repass drivin développé par l'Age d'Or Service SCRL FS. SAW-B a présenté le projet au FESD. Un partenariat avec Ecomons a bouclé le montage financier. Le FESD a octroyé une enveloppe permettant, sur un délai de 2 ans, la création par AOS de 10 Repass Drivin en Wallonie et Bruxelles.

Développement des activités du Gerموir

SAW-B a rencontré dans le cadre de la promotion des créateurs wallons lancé par l'asbl Cré-Hainaut, plusieurs stylistes de mode. Arianne Lespirre, modiste liégeoise, recherchait une entreprise capable de réaliser ses collections de chapeaux en Région wallonne. SAW-B a sensibilisé le Gerموir à cette démarche. Plusieurs rencontres ont eu lieu et ont permis la conclusion d'un test de production en juin 2005 sur 123 pièces puis à un contrat portant sur 1300 pièces à l'automne.

Brouche-Terre

Brouche-Terre est une initiative d'un groupe des femmes allochtones du quartier Brouche-Terre à Charleroi, encadré par la Funoc et le Contrat Sécurité de la ville, qui a demandé à SAW-B de proposer une démarche visant à la mise en place d'une entreprise créatrice d'une dizaine d'emplois pour les femmes engagées dans cette démarche de prise en main de leur futur professionnel.

Un processus collectif a été engagé qui a débouché sur la création de l'asbl Soleilles et sur la volonté de créer une centrale de repassage par les titres-services. A ce jour, un partenariat est à l'étude avec la scrifs Sinet pour la création de cette centrale qui doit voir le jour dans les prochains mois.

Ateliers Jean Del'Cour

Cette Entreprise de travail adapté a demandé à SAW-B une première étude de faisabilité dans la perspective de créer une société à finalité sociale pour de la sous-traitance industrielle avec un de ces clients. La première étude réalisée a révélé l'intérêt stratégique de ce choix, et sa faisabilité économique pour autant qu'elle trouve les financements adéquats car les investissements sont assez lourds même si le « client/partenaire » est prêt à en assumer une bonne part. SAW-B a décidé d'arrêter son accompagnement à cette première étape car cette activité se développera dans le secteur de l'armement (lances-roquettes pour hélicoptères de combat) et ce fait est apparu comme incompatible avec les valeurs fondamentales de l'Economie sociale.

Durant le dernier trimestre, la réponse à l'appel à projet Péricles, initié par le ministre Marcourt, nous a donné l'occasion d'entrer en contact avec des porteurs de projets d'Entreprises d'insertion avec lesquels nous avons d'ores et déjà commencé à travailler. Il s'agit de :

- *Ateliers Entra ETA* : développement d'une entreprise de service logistique en bureautique;
- *Village Reine Fabiola n°1* : mise en place d'une unité industrielle de production de repas sous vide et service horeca spécialisé pour les entreprises;
- En partenariat avec *Bio-Forum*, mise en place d'un *pool de travailleurs* pour fournir un appui aux agriculteurs et éleveurs;
- Développement et adaptation de la structure *Ressourcerie namuroise* et création d'un nouveau département calibré pour répondre aux besoins des entreprises;
- Installation d'une *unité de traitement des encombrants* orientée vers le réemploi en partenariat avec *Retrival* dans la province du Brabant wallon;
- Développement d'une *entreprise d'insertion de type multiservices aux entreprises* autour du parc scientifique du Sart Tilman (Liège) en partenariat avec *la SPI+*, *l'EFT Echafaudages* et plusieurs entreprises privées.

2.1.3. Appui en gestion administrative et financière

En 2005, SAW-B a continué à offrir ses services d'appui et est intervenu dans plusieurs domaines :

- la réalisation, l'accompagnement et le suivi dans l'application de plans de trésorerie
- l'aide dans la gestion des rapports d'association avec leur secrétariat social, le Ministère des Finances, l'ONSS et le Ministère du Travail. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises dans la gestion des rapports avec les différents PP dans ce domaine : obtention de délais de paiement, plans d'apurement, suspension de sanctions,...
- la réalisation de la comptabilité de différentes asbl (ESNET, La Fondation pour la solidarité, etc).

2.1.4. Le service COM

Outre l'appui important à la redéfinition de l'image et des supports com de SAW-B, le service COM a continué à offrir ses services de :

- *création d'identité visuelle* : logo et déclinaison sur papier entête, enveloppes, cartes de visite...
- *création et mise en page* de dépliants, affiches, brochures publicitaires, rapports annuels, revues...
- *aide à la rédaction* de supports promotionnels
- *organisation d'événements*, élaboration de plans de communication

2.1.5. Les plateformes marchés publics

SAW-B investit depuis plus d'un an dans un accompagnement des entreprises d'économie qui cherchent à développer leur chiffre d'affaires par l'obtention de contrats de marchés publics. SAW-B est convaincu de l'importance stratégique de l'accès à ceux-ci pour les entreprises de plusieurs secteurs de l'économie sociale.

Fort de ce constat, l'Agence-conseil de SAW-B a, au cours de l'année 2005, mis en route et piloté une série d'actions orientée vers une meilleure connaissance de la législation, des procédures et des acteurs. Des plateformes ont ainsi été lancées en 2005 dans le Hainaut et les Provinces de Namur-Luxembourg, qui regroupent des entreprises d'économie sociale du secteur de la construction et des métiers verts. Le Hainaut rassemble, à ce jour, 13 entreprises et la plateforme Namur/Luxembourg compte cinq membres. Ces plateformes ont initié :

- Une démarche de *soutien à l'introduction de demande d'agrément* : deux entreprises l'ont obtenue en octobre et cinq autres sont en cours de procédure. Depuis, les entreprises développent un réflexe Marchés publics et construisent un carnet de commande et un chiffre d'affaires dans lequel le pourcentage de contrat Mapu est en progression.

- La réalisation d'un *dépliant* par le groupe du Hainaut qui présente les entreprises aux pouvoirs adjudicateurs. Ce dépliant est destiné prioritairement, selon la décision de la plateforme, au secteur du non-marchand qui doit suivre des procédures d'appel d'offre.
- *Une veille informatique* a été installée durant 6 mois mais a du être stoppée temporairement faute de moyens humains et de temps. Les entreprises y voient une opportunité d'accès à des adjudications, aux services des adjudicateurs à contacter dans une approche de réseau local et une opportunité de prendre des marchés plus importants grâce à des accords de partenariat avec d'autres entreprises d'ES ou de l'économie classique. Des discussions sont en cours actuellement.
- Le groupe Namur/Luxembourg a préparé, pour février 2006, une *Rencontre entre ES et adjudicateurs* à l'initiative des entreprises d'ES.
- Des *négociations* sont en cours avec des industriels privés du secteur de la construction afin de créer des partenariats pouvant répondre aux clauses sociales et environnementales. En effet, des exemples se multiplient, où l'initiateur de la clause sociale est l'entreprise privée elle-même, qui, dans les contacts préalables avec les collectivités locales et les P.A., suggère les clauses sociales et environnementales.

2.2. Partenariats de l'Agence-conseil

2.2.1. L'étude Entrepreneuriat

Cette étude réalisée en partenariat avec Crédal et Febecoop entendait proposer une définition du champ de l'entrepreneuriat en Région wallonne, analyser le développement des entreprises d'économie sociale de 1995 à 2005 en Région wallonne et questionner les causes du manque d'entrepreneuriat en Région wallonne. 199 entreprises ont été retenues et ont servi d'échantillon à l'étude. Les tâches d'analyse ont été réparties entre les partenaires. Les résultats de ce travail seront publiés début 2006 et feront l'objet d'un colloque.

2.2.2. L'étude Entreprises d'insertion titres-services

SAW-B présentait, dès le début 2005, le succès croissant des titres-services et plus particulièrement de leur gestion associée à la structure d'Entreprise d'insertion telle que pratiquée en Région wallonne. SAW-B voulait en savoir plus et a lancé une vaste enquête, de juillet à septembre, qui lui a permis de collecter les données sur la diversité des pratiques dans les EI Titres-services.

Vingt-six entreprises ont été visitées et interviewées. Cette étude a débuté en partenariat avec l'Agence Alter et Crédal. Les principaux objectifs de cette enquête consistaient à :

- Réaliser un état des lieux économique des EITS
- Formuler des recommandations pour la résolution de problèmes techniques
- Proposer des recommandations politiques pour s'attaquer aux causes des problèmes techniques

Diverses hypothèses ont sous-tendu la réalisation de cette enquête :

- La coexistence de modèles de développement économique d'EITS`
- Les responsables d'EITS rencontrent des problèmes qui sont spécifiques à certains modèles de développement économique
- A 4 ans, la fin des subventions EI de la Région wallonne pose la question de la pérennité de l'activité
- De nombreux facteurs entrent en jeu, liés à la fiscalité, aux aides à l'emploi, à la gestion financière, à la concurrence, à la maîtrise de l'organisation des équipes, au recrutement des travailleurs subventionnés et à leur accompagnement social, etc. Tous les responsables d'entreprises font face à ces questions en bricolant des solutions que seule la pratique validera.

Après une campagne d'entretiens systématiques auprès de toutes les Entreprises d'insertion Titres-services wallonnes, les données ont été agrégées et analysées par le groupe de travail. Une analyse financière plus approfondie a été entamée. L'étude et ses conclusions seront diffusées au premier semestre 2006.

3.

Informer et former

3.1. Les outils de communication, d'information

SAW-B produit et diffuse plusieurs outils d'analyse et d'information à destination de ses membres mais, également, à destination d'acteurs du secteur de l'Économie sociale dans sa globalité et des secteurs associés – culture, santé, coopération au développement, etc.

Les objectifs de l'association au travers de ces différents médias restent, d'une part, de promouvoir un projet de société résolument solidaire et égalitaire et, d'autre part, d'outiller les acteurs de terrain afin de les accompagner au mieux dans la réalisation de leur objet social.

3.1.1. Traverses

Bimensuel, le magazine Traverses analyse dans chaque numéro une thématique particulière, traitée dans un dossier de 12 à 22 pages. Des portraits d'acteurs de terrain, des interviews politiques, des débats d'idées, des reportages sur des projets menés hors Belgique ou encore des informations de types institutionnelles complètent les différents numéros.

En 2005, quatre numéros de Traverses sont parus. Les thématiques traitées au sein des quatre dossiers ont été :

- Le bénévolat et le volontariat
- Le tourisme alternatif et social
- La gouvernance au sein des entreprises d'économie sociale
- L'économie sociale européenne

Chacun de ces dossiers a été mis en ligne (en format pdf) sur le site Internet de SAW-B (www.saw-b.be , rubrique média) un mois après la parution du magazine. Le sommaire du magazine est également mis en ligne directement lors de sa parution.

3.1.2. ES-infos

L'ES-infos est une newsletter mensuelle diffusée gratuitement par voie électronique. Créée en 2003, elle s'adresse aux professionnels de l'économie sociale mais se veut également accessible à toute personne intéressée ou en lien avec le secteur. Elle se structure en quatre parties, à savoir un édito, une rubrique « actualité du secteur », une rubrique « actualité politique » et un agenda.

Dix numéros de l'ES-infos sont parus en 2005 (tous les 1^{er} du mois, excepté pour les mois d'août et de janvier) et ont été envoyés à 1400 personnes et/ou associations. L'ensemble des numéros parus à ce jour sont disponibles sur le site Internet de SAW-B.

3.1.3. ES-doc

En 2005, six ES-doc ont été envoyés à nos membres avec, comme objectif, de leur communiquer de manière rapide des informations qui peuvent être utiles au bon fonctionnement de leur entreprise ou à la mise en œuvre de leurs projets : note sur l'avant-projet de décrets du Gouvernement wallon, récapitulatif des appels à projets, ...

3.1.4. Site Internet

Le site Internet de SAW-B a connu en 2005 des mises à jour régulières ainsi que la mise en ligne de plusieurs services :

- Une base de données reprenant les offres de stages et de mémoires offertes par les entreprises d'économie sociale
- Une base de données « Préférences » reprenant les coordonnées et description de plus de 400 entreprises d'économie sociale wallonnes et bruxelloises
- Des fiches d'information sur les outils facilitant la formation continuée des travailleurs

3.1.5. Les nouveaux projets rédactionnels

En 2005, SAW-B a travaillé à la construction de nouveaux projets rédactionnels qui verront le jour en 2006. Après plus de 10 ans et près de 200 numéros, Traverses se renforce et se diversifie. L'objectif ? Encore et toujours informer et partager notre projet de société avec un public, le plus large possible, composé tant de travailleurs et d'entrepreneurs de l'économie sociale que de « monsieur tout le monde » sensibilisé aux réalités de notre secteur.

Pour ce faire, un partenariat s'est construit avec le magazine « Imagine-demain le monde » pour proposer, dès mars 2006, dans chaque numéro de ce dernier, un minimum de quatre pages consacrées à l'économie sociale, ses acteurs, ses projets et ses valeurs.

Une collaboration avec la revue « Non marchand », éditée par Syneco, a également été mise en place au cours de l'année 2005 en vue de publier, à partir de 2006, un à deux guides techniques par an portant sur des questions spécialisées à l'attention des entrepreneurs d'une économie alternative. Ces guides, « Hors-série » de la revue Non marchand, auront pour ambition de devenir de véritables outils d'innovation et de développement pour le secteur.

Enfin, dès la fin de l'année 2006, Traverses prendra également la forme d'un bulletin de liaison pour l'ensemble des travailleurs de l'économie sociale. Canal d'échange et d'appartenance à un projet fédérateur, ce bulletin sera construit par et pour ces personnes qui, hier, aujourd'hui et demain, contribuent tous les jours à édifier une économie au service de l'homme et de la société.

3.2. Les événements et les formations

3.2.1. Les Petits déjeuners de l'économie sociale

En 2005, six petits déjeuners ont permis de rassembler les acteurs de l'économie sociale, du secteur public et du secteur privé afin de débattre et de travailler sur des thématiques liées à l'économie sociale. Chacune de ces rencontres s'est construite en partenariat avec des acteurs locaux. Chaque Petit déjeuner a attiré entre 15 et 25 personnes en fonction des thèmes débattus.

- *Le 3 février à Liège*
Action bénévole et économie sociale : mélange de genres ou alchimie prometteuse ?
- *Le 8 mars à Bruxelles*
Entreprises d'économie sociale : étapes d'un long parcours d'insertion ou aboutissement de toute une évolution ?
- *Le 24 mars à Bruxelles*
Economie sociale et économie classique : des collaborations et des échanges d'expériences possibles et souhaitables ?
- *Le 12 mai 2005 à Liège*
La gouvernance en économie sociale : à la recherche d'un cadre adéquat.
- *Le 14 juin à Namur*
L'économie sociale et exportation : des outils et des défis.
- *Le 15 septembre à Bruxelles*
Les centres d'entreprises : tremplins pour un développement économique urbain intégré ?

3.2.2. Les Semaines de l'économie sociale

Après le succès des deux premières éditions des Semaines de l'économie sociale, sur les campus, menées en février et mars 2004, les quatre organisateurs de cet événement – Cera, Febecoop, Syneco et SAW-B – ont désiré poursuivre le projet en 2005. Une troisième Semaine a dès lors pris place sur les campus de l'ULB du 7 au 12 mars 2005.

Cette large action de sensibilisation et d'information vise à permettre une rencontre entre l'économie sociale et un public essentiellement composé d'étudiants et d'enseignants de l'ULB et des Hautes Ecoles bruxelloises. L'idée est de montrer le dynamisme et la diversité d'un secteur trop souvent méconnu, de prouver qu'entreprendre autrement n'est pas qu'une utopie mais la réalité de nombreuses sociétés parfois très anciennes ; et enfin, d'amener les jeunes à envisager une carrière dans ce secteur afin d'y apporter leur énergie et leur savoir-faire.

L'édition de 2005 a permis de toucher plus de 1400 étudiants au travers de multiples activités : marché de l'économie sociale, visite d'entreprises, petit-déjeuner Oxfam, cours sur l'économie sociale, job day, conférences, etc. La Semaine a également permis d'informer un public plus large sur l'économie sociale à travers de nombreux passages dans les presses audio, télévisuelle et écrite, de même que via l'annonce de l'événement sur le site Internet d'un grand nombre de partenaires ou acteurs en lien avec l'économie sociale.

3.2.3. Les rencontres transfrontalières

En 2005, SAW-B s'est associée avec des partenaires belges (Les Ateliers des Fucam et Essor conseils) et français (Assemblée permanente d'économie sociale et solidaire du Nord-Pas-de-Calais et le Réseau 21 de l'université de Valenciennes) en vue d'organiser un cycle de rencontres transfrontalières et, au travers de celles-ci de :

- Valoriser les bonnes pratiques d'économie sociale et solidaire et de contribuer à leur diffusion des deux côtés de la frontière
- Aider à la mise en réseau des acteurs d'économie sociale et solidaire des deux côtés de la frontière
- Informer, communiquer, sensibiliser autour des réalisations et des pratiques de l'économie sociale et solidaire
- Renforcer la collaboration entre acteurs de l'économie sociale et solidaire, universités et entreprises du secteur privé.

Deux rencontres ont eu lieu en 2005, rassemblant chacune une cinquantaine de personnes :

- Le 22 juin à Mons sur le thème « Les clauses sociales dans les marchés publics »
- Le 9 décembre à Valenciennes sur le thème de « L'accès au crédit : une arme contre l'exclusion au Nord et au Sud ? »

3.2.4. Autres évènements de sensibilisation et de formation à l'ES : salons, festivals, ...

Hautes écoles :

- Présentation du documentaire, le « Bonheur économique », et animation d'un débat lors de la journée économie sociale organisée à l'ISSHA (Haute Ecole Roi Baudouin - Département social) de Mons le 24 février 05
- Présentation du « Bonheur économique » et animation d'un débat le 21 novembre à l'ISAS à Liège

Festivals :

SAW-B a participé, du 14 au 17 juillet 2005, au Village associatif du Festival de Dour. Il s'agissait d'une première édition mise sur pied sous l'impulsion du Forum social de Belgique. Une quinzaine d'association étaient présentes.

Salons :

En 2005, l'équipe de l'Agence-conseil de SAW-B a veillé à assurer une présence de l'économie sociale dans les principaux salons d'entrepreneurs en Belgique francophone.

Les différents salons où nous avons tenu des stands, organisés des ateliers de débats et des conférences sont :

- *Le Salon des entrepreneurs*, les 23 et 24 mars à Bruxelles. SAW-B a tenu un double stand avec Vosec.
- *Le Salon de l'Économie sociale* à Charleroi.
- Le Salon *Initiatives*, du 19 au 21 octobre à Liège. SAW-B y a coordonné un Espace économie sociale afin de promouvoir le secteur. 150 m² d'exposition ont été réservé aux entreprises d'ES. Vingt-huit entreprises et AC ont été présentes sur cet espace durant les trois jours du salon. Cinq conférences et ateliers ont été organisés sur des thèmes tels que le crédit et le financement, le commerce équitable, l'écoconstruction etc...
- Le salon *Retrouvailles* à Liège.
- SAW-B a organisé une conférence avec le cluster écoconstruction au salon *Business exchange 2005* à Namur.

Autres :

Une journée de présentation de l'économie sociale et du Site de Monceau-fontaines a été organisée pour un groupe de responsables d'entreprises d'insertion et d'associations de développement communautaire québécois le 12 mai 2005.

SAW-B a participé et est intervenu au Congrès annuel des secrétaires de CPAS le 28 avril 2005. A cette occasion, Pierre Verbeeren a abordé différentes questions :

- La place des CPAS au sein de l'ES
- Le tour d'horizon des structures d'économie sociale aujourd'hui créées par les CPAS
- Les pistes de collaboration et de partenariat entre ES et CPAS

3.2.5. Les colloques et les séminaires

ES-change

En 2005, SAW-B et Vosec se sont vu confier, par la secrétaire d'État, la gestion de la 2^é phase du programme d'échange ES-change.

L'idée du Management ES-Change : rapprocher l'économie sociale et le secteur privé par le dialogue et la coopération. L'économie sociale apporte son « expérience de management » et, au travers des rencontres avec l'économie « classique », professionnalise ses activités. Un outil parmi d'autres pour l'économie sociale d'atteindre ses objectifs de manière plus durable. Le secteur privé est, dans le cadre d'une prise de conscience croissante de sa responsabilité sociétale, de plus en plus ouvert à l'apprentissage de l'approche et du mode de fonctionnement de ses collègues de l'économie sociale.

Tout d'abord, SAW-B s'est chargé avec VOSEC de la mise en œuvre de l'appel à projet, de la mise en place du jury et de la sélection des projets.

Ensuite, SAW-B a assuré le suivi et le soutien des projets sélectionnés.

Enfin, le programme ES-Change a été clôturé par une journée d'étude. Cette journée a permis de mettre en évidence les principaux enseignements du programme d'échange et de présenter une série de projets exemplaires. Elle s'est achevée par un débat sur les avantages et les bénéfices pour les parties de ce type d'échanges.

Les bénéfices pour les parties dégagés de ce programme sont :

- que le secteur privé vit souvent l'impact sur sa propre entreprise privée comme étant supérieur à celui sur l'économie sociale ; Il sort « grand gagnant » de cet échange ;
- que la plupart des entreprises, tant du privé que de l'économie sociale, s'accordent pour dire que le projet exerce une influence positive sur l'image de tous ;
- que l'économie sociale, en Wallonie et en Flandre, souligne, après l'ES-Change, l'importance de s'attaquer à de nouveaux marchés ;
- que les échanges ont une influence positive sur la motivation du personnel de l'économie sociale ;
- que le débat sur la « concurrence déloyale » perd de sa force si les entreprises apprennent à mieux connaître le mode de fonctionnement (les moyens et les limitations) de chacun ;
- que la curiosité – le fait d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté du mur – est souvent un ressort. C'est le premier argument permettant d'organiser une réunion/une visite d'entreprise.

3.3. Les projets de formation et d'éducation permanente

3.3.1. Point ExpertisES

Point ExpertisES est un projet fédéral mené par SAW-B et VOSEC. Son objectif est la mise en réseau des expertises et des outils développés par des entreprises d'économie sociale. Il vise également l'échange de bonnes pratiques entre entreprises d'économie sociale francophones et néerlandophones.

Ce projet a commencé fin de l'année 2005 pour se clôturer en décembre 2007. Une attention toute particulière sera toutefois apportée à la pérennisation des actions mises en place. Une phase de préparation (décembre 2005 – février 2006) a permis de rencontrer des acteurs de terrains, des agences-conseil et des fédérations afin de mieux cerner la mise en œuvre concrète du projet.